



Distr.
GENERALE
S/3253
28 juin 1954
FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI
LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente, sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur le point où en était leur examen à la date du 19 juin 1954, l'exposé succinct ci-après :

1. Question iranienne (voir S/3175).
2. Accords spéciaux prévus à l'Article 43 de la Charte et organisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité (voir S/3175).
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir S/3175).
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir S/3175).
5. Réglementation et réduction générales des armements et renseignements sur les forces armées des Nations Unies (voir S/3175).
6. Désignation d'un gouverneur pour le Territoire libre de Trieste (voir S/3175).
7. Question égyptienne (voir S/3175 et Corr.2).
8. Question indonésienne (voir S/3175).
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir S/3175).
10. Rapports sur le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique (voir S/3175).
11. Demandes d'admission (voir S/3175 et Corr.1).
12. Question palestinienne (voir S/3175 et Corr.2, S/3181, S/3182, S/3187, S/3189, S/3191, S/3197, S/3202, S/3205, S/3207, S/3211 et S/3214).
13. Question Inde-Pakistan (voir S/3175).
14. Question tchécoslovaque (voir S/3175).
15. Question du Territoire libre de Trieste (voir S/3175).
16. Question de Haïderabad (voir S/3175).
17. Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948, par les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique (voir S/3175).

18. Contrôle international de l'énergie atomique (voir S/3175).
19. Plainte pour invasion armée de l'île de Formose (voir S/3175).
20. Plainte pour bombardement aérien du territoire chinois (voir S/3175).
21. Plainte contre le Gouvernement iranien pour non-observation des mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de Justice dans l'affaire de l'Anglo-Iranian Oil Company (voir S/3175).
22. Proposition tendant à inviter les Etats à adhérer au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition de l'emploi de l'arme bactérienne et à ratifier ledit Protocole (voir S/3175).
23. Demande d'enquête au sujet d'un prétendu recours à la guerre bactérienne (voir S/3175).
24. Lettre en date du 29 mai 1954, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent par intérim de la Thaïlande auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir S/3224).

A sa 673^{ème} séance, le 16 juin 1954, le Conseil de sécurité a examiné un projet de résolution (S/3229) déposé par le représentant de la Thaïlande conformément à l'article 38 du règlement intérieur provisoire, lequel projet invitait "... la Commission d'observation pour la paix à créer une sous-commission qui comprendra trois membres au moins et cinq membres au plus et qui sera habilitée à : a) envoyer aussitôt que possible en Thaïlande, conformément à l'invitation du Gouvernement thaïlandais les observateurs qu'elle jugera utiles; b) se rendre en Thaïlande si elle le juge nécessaire; c) examiner tous les renseignements que ses membres ou ses observateurs pourront lui fournir et présenter à la Commission d'observation pour la paix et au Conseil de sécurité les rapports et recommandations qu'elle jugera utiles. Si la Sous-Commission estime qu'elle ne peut s'acquitter convenablement de sa mission sans envoyer des observateurs ou se rendre elle-même dans les Etats contigus à la Thaïlande, elle en rendra compte à la Commission d'observation pour la paix ou au Conseil de sécurité en leur demandant les instructions nécessaires".

Le Conseil de sécurité a poursuivi l'examen de cette résolution à sa 674ème séance, le 18 juin 1954, et le projet a été mis aux voix à la demande du représentant des Etats-Unis. Le projet de résolution a recueilli le vote affirmatif de 9 membres; un membre a voté contre le projet et il y a eu une abstention. La voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil, le projet de résolution n'a pas été adopté.

